

● (2040)

On a proposé des tas de façons de réaliser cela. Regardons-en une. Dans les années 70, l'instabilité de nos approvisionnements en produits pétroliers, base de notre économie, préoccupait beaucoup le gouvernement du Canada. Nous avons alors établi une économie et un régime fiscal qui permettraient aux vieilles et aux jeunes compagnies de nous aider à atteindre l'autosuffisance au plus tard en 1985.

Tout cela s'est évanoui. Ces stimulants fiscaux qui ne coûtaient rien au gouvernement ont été balayés une première fois par la politique énergétique nationale, puis une deuxième fois par l'accord entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces et, maintenant, pour confirmer et aggraver toute la situation, par le bill C-48. Nous n'aurons pas l'autosuffisance avant 1990. C'est dire qu'il y aura un retard minimum de cinq ans. Et si, comme nous le prévoyons de ce côté-ci de la Chambre, les sociétés pétrolières sont bousculées par la loi, il ne saura être question d'autosuffisance avant 1995 tout au plus.

La première erreur a été de retarder l'établissement des deux usines d'huile lourde, celle des sables bitumineux et celle «in situ». Ces projets ont été retardés d'au moins deux ans. Même si nous décidions demain matin de construire ces usines, il faudrait calculer au moins six autres mois avant qu'elles ne soient remises en activité. C'est-à-dire un minimum de deux ans et demi d'avance, ou 250,000 barils de pétrole qu'on aurait pu produire avant 1985.

D'ici 1985, on estime que le prix du pétrole au Canada passera à au moins \$50 le baril. Cela veut dire 75 millions de dollars par jour qui vont sortir de notre pays. On estime que le coût des retards apportés à la prospection et à la mise en valeur de nos ressources pétrolières par la politique énergétique nationale d'abord, l'accord avec les provinces ensuite et la présente loi enfin, se chiffrera à 50 milliards de dollars canadiens supplémentaires qui s'envoleront hors du Canada.

Voilà pour le court terme. Que nous réserve le long terme? Dans l'intervalle, examinons le coût de l'inflation et de l'achat de 20 à 25 p. cent de la propriété des sociétés pétrolières, chose qui n'aurait pas été nécessaire si nous avions laissé en place les stimulants fiscaux. Il est maintenant nécessaire d'emprunter cet argent aux taux d'intérêt actuels et donc probablement de doubler le montant.

L'industrie est saignée à blanc. Cette loi et cet article provoquent littéralement une hémorragie de nos devises à destination de l'étranger et il est bien sûr que cet exode inutile va se prolonger encore de nombreuses années.

Une voix: C'est voulu!

M. McCain: Je suis d'accord. C'est même tout organisé. Si ceux qui sont assis à la droite de l'Orateur ne s'en rendent pas compte aujourd'hui, ils le regretteront amèrement demain. Certains d'entre eux devraient écouter. Nous vivons des temps dangereux, non pas tant parce que—comme mon préopinant l'a fait remarquer—nous risquons d'avoir des problèmes sociaux à cause du chômage, du coût de la vie, des intérêts, du prix de l'essence et du gaz, et des autres denrées si nécessaires, mais parce qu'on finira par reprocher au gouvernement d'exacerber les problèmes et d'aggraver la situation économique actuelle. Les députés d'en face ne s'en préoccupent-ils pas? N'y ont-ils pas prêté un minimum d'attention?

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Il y a dans notre pays un appareil de propagande redoutable, d'un genre que Goebbels n'a jamais réussi à comprendre, aussi expert fût-il en la matière. Cet appareil est le plus rusé, le plus sournois, le plus dévastateur et le plus effrayant que j'aie jamais vu de toute l'histoire contemporaine ou ancienne que j'ai lue.

On est parvenu à convaincre les Canadiens que le profit est une mauvaise chose et qu'ils ne devraient pas y toucher. Le gouvernement refuse de montrer aux Canadiens que l'ancien système nous aurait permis de couvrir nos besoins en pétrole, qu'il nous aurait permis de redresser notre monnaie et que les taux d'intérêt ne seraient pas aussi élevés. Nous n'aurions pas besoin d'emprunter autant pour acheter autant à l'étranger. C'est une chose bien insidieuse. Je ne sais pas comment faire comprendre à nos concitoyens les préoccupations qu'ils devraient avoir.

Je me demande si un seul des députés libéraux de l'arrière-ban ne s'est jamais demandé comment nous allions trouver le billion de dollars dont nous aurons besoin, d'après les estimations, pour l'approvisionnement de notre pays en pétrole en l'an 2,000. Où trouverons-nous cet argent quand nous aurons dépensé des dizaines de milliards de dollars pour importer un produit dont nous ne voulons pas et dont nous n'aurions pas eu besoin si nous avions continué d'appliquer la politique des années 70? Ce produit, nous l'aurions ici. Cet argent, il sera enlevé des chèques de paye des travailleurs et il sera tiré des dépenses qu'ils effectuent pour vivre.

J'ai appris quelque chose aujourd'hui que j'estime très décourageant. Je sais que nos provinces, les municipalités ainsi que, peut-être le Trésor fédéral ont dû s'adresser à l'étranger pour emprunter. Or, ces interlocuteurs se sont rendu compte que le marché newyorkais n'était pas convaincu que l'économie canadienne était aussi saine qu'ils avaient l'habitude de le penser.

Les financiers américains ne sont pas particulièrement intéressés aux valeurs canadiennes, qu'elles viennent de l'un des trois niveaux de gouvernement ou d'entreprises canadiennes. Si l'on examine la conjoncture financière actuelle, on s'aperçoit que les sociétés ne vont plus emprunter à New York parce que les Américains n'ont plus confiance dans notre structure économique. Ils s'adressent au Japon, à la Suisse, au Royaume-Uni, à n'importe quel pays qui a des capitaux et qui est prêts à les risquer au Canada. La situation est grave.

Il fut un temps où notre économie et notre politique monétaire et fiscale étaient tellement solides que nous pouvions emprunter à des taux préférentiels sur les marchés new-yorkais. Maintenant, nous devons nous adresser à des pays qui ont tellement d'argent qu'ils ne savent qu'en faire. Les capitaux ne sont plus disponibles à New York à des taux intéressants et c'est en partie attribuable à cette mesure.

Lorsqu'un prêteur est en face d'un pays où l'on pratique l'expropriation rétroactive sans indemnisation, cela ne lui semble pas un excellent endroit pour investir son argent. Voilà ce qui se passe. Toute l'évolution de notre secteur pétrolier a été retardée, d'abord par la querelle entre les provinces et le gouvernement fédéral. En effet, le gouvernement du Canada se les est mises à dos en se proclamant propriétaire des ressources sous-marines; il a empiété sur les droits des provinces en adoptant des Règlements même si les autorités provinciales avaient elles-mêmes édicté des règlements. Il y a eu des